



LEUR CIVILISATION



TEXTES DE L'ANARCHISTE MOHAMMED SAIL



Sommaire

- **Notes biographiques sur Mohamed Saïl (1894–1953).....p.3**
- **Le calvaire des indigènes algériens (1924).....p.5**
- **Le centenaire de la conquête de l'Algérie (1929).....p.7**
- **A l'opinion publique (1930).....p.9**
- **Pour elle comme pour vous, debout, peuple algérien ! (1932).....p.11**
- **A bas le code de l'indigénat ! (1936).....p.12**
- **Lettre du front (1936).....p.14**
- **La «civilisation française» en Algérie (1935).....p.16**
- **La mentalité kabyle (1951).....p.20**
- **Lettre aux Français (1951).....p.22**

- **ANNEXE I : Algériens ne votez pas (1951).....p.23**
- **ANNEXE II : Alerte (1954)p.25**
- **ANNEXE III : Saïl Mohamed et les «Autrucho-Marxistes...
.....p.28 André Prudhommeaux (1934)**
- **ANNEXE IV : Étranges étrangers.....p.32
 Jacques Prévert (1951)**



Édition revue, mi-avril 2019.

Notes biographiques sur Mohamed Saïl (1894-1953)



Mohamed Saïl, de son nom complet Mohand Amezian ben Ameziane Saïl, est né le 14 octobre 1894 à Taourirt, Souk Oufella en Kabylie. Comme beaucoup d'Algériens à cette époque, il a peu fréquenté l'école. Chauffeur-mécanicien de profession, il vécut avec Madeleine Sagot. On sait peu de choses de sa jeunesse ; on apprend par un témoignage qu'il donne au Semeur de Normandie, le journal d'Alphonse Barbé, qu'il est interné pour insoumission puis pour désertion pendant la Première Guerre mondiale : « pendant près de quatre ans, en temps de guerre, je fus insoumis puis déserteur ». Ses sympathies pour le mouvement anarchiste sont déjà affirmées.

A la sortie de la Première Guerre mondiale, il adhère à l'Union anarchiste. En 1923, avec son ami Sliman Kiouane, il fonde le Comité de défense des indigènes algériens.

Entre 1924 et 1926, il semble avoir vécu en Algérie, où il collabore au journal Le Flambeau. Il y dénonce le colonialisme et le code de l'indigénat, et appelle les Algériens à l'instruction, à la révolte et à « rejoindre les groupes d'idées avancées ». . En mai 1925, il fut emprisonné dix jours pour avoir critiqué « le régime des marabouts qui bernent les populations » dans un café à Sidi-Aïch (Kabylie). En 1929, il est le secrétaire d'un nouveau Comité de défense des Algériens contre

les provocations du centenaire. La France s'apprête à célébrer le centenaire de la conquête de l'Algérie (5 juillet 1830). L'ensemble du mouvement anarchiste dénonce le colonialisme : « La civilisation ? Progrès ? Nous disons nous : assassinat ! ». Par la suite, il adhère à la CGT-SR (la section française de l'AIT de l'époque), dans laquelle il crée la Section des indigènes algériens. L'année suivante, lors de l'exposition coloniale, le mouvement anarchiste reprend sa campagne contre le colonialisme.

En janvier 1932, installé à Aulnay-sous-Bois, il tient le journal local *L'Éveil social*, qui paraît de janvier 1932 à mai 1934 avant de fusionner avec *Terre libre*. Un article lui vaut des poursuites pour « provocation de militaire à la désobéissance ». Le Secours rouge international, organisation satellite du Parti communiste, lui apporte son soutien qu'il rejette au nom des victimes du stalinisme.

Le 3 mars, quelques semaines après la manifestation des ligues fascistes du 6 février 1934, il est arrêté à Saint-Ouen par la police qui saisit chez lui quelques grenades et pistolets. Il est inculpé de « délit de port d'arme prohibée ». Condamné à un mois de prison, puis à un autre mois pour « détention d'armes de guerre », il reste quatre mois et demi, temps qui dépasse de deux mois et demi celui de ses deux condamnations.

Après le Coup d'État des 17 et 18 juillet 1936 et le début de la Révolution espagnole, Saïl, alors âgé de 42 ans, rejoint le Groupe international de la colonne Durruti avec notamment Charles Ridet (qui deviendra Louis Mercier-Vega en 1942) et Charles Carpentier. Il devient, après la mort de Berthomieu à Perdiguera, le responsable du groupe. C'est lui qui le conduit à l'attaque à Quinto. Le 21 novembre 1936, en mission de reconnaissance, il est blessé au bras par une balle explosive à cent mètres des lignes franquistes. Hospitalisé à Barcelone, il regagne Aulnay en janvier 1937. Mutilé, il doit désormais exercer le métier de réparateur de faïences.

Le 17 mars 1937, il participe au meeting organisé à la Mutualité par l'ensemble des organisations de la gauche révolutionnaire, pour protester contre l'interdiction de l'Étoile nord-africaine, conduite par Messali Hadj, et contre la répression des manifestations en Tunisie qui a fait seize morts.

Au congrès de 1937 de l'Union anarchiste, dans laquelle il intervient pour rappeler les conditions de lutte en Espagne, Lucien Feuillade, qui a retranscrit les propos de cette séance du congrès, a remplacé les propos de Saïl, qui comme à son habitude utilise des termes crus : « Pour avoir un fusil, j'aurais léché le cul d'un garde mobile », par « ..., j'aurais fait toutes les concessions ». (*Le Libertaire*, n° 575, 11 novembre 1937).

Un mois plus tard, il est à nouveau arrêté pour « provocation de militaire », pour avoir, en septembre 1938, distribué des tracts contre la guerre. Il sera condamné à 18 mois de prison. En 1939, pour le même motif, il est arrêté et interné. C'est au

cours de cette arrestation que sa bibliothèque est saisie, puis dispersée. En 1941, il aurait été détenu au camp de Riom-ès-Montagnes (Cantal). Il aurait par la suite participé à la fabrication de faux papiers pour les compagnons recherchés. Dès la Libération, Saïl reconstitue le groupe d'Aulnay-sous-Bois et essaye de reformer des comités d'anarchistes algériens. Il rejoint la CNT-AIT à sa création en 46 et tient dans *Le Libertaire* une chronique de la situation en Algérie. En 1951, il est nommé responsable au sein de la commission syndicale aux questions nord-africaines, mais il meurt à la fin avril 1953 à Bobigny dans un hôpital et sera inhumé au cimetière musulman de Bobigny.

[Notes rédigées à partir du Maitron et d'autres ressources biographiques.]

Le calvaire des indigènes algériens



“Tous les hommes naissent libres et égaux en droits.” C’est la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen qui raconte cela. Mais il est facile de prouver que cette égalité n’a jamais existé pour nous, indigènes algériens.

Nos droits, les voici, tels que les comprennent les canailles sanguinaires, les pirates rapaces qui, sous prétexte de colonisation, nous ont apporté les soi-disant “bienfaits” de leur “civilisation”.

Ils consistent à voir les terres sur lesquelles nous sommes nés, que de père en fils nous fécondions de notre labeur, qui nous donnaient de quoi vivre librement et fièrement, accaparées par nos “bienfaiteurs”.

Il est vrai que nous avons le “droit” de travailler sur ces terres nous nous ont été volées, des 10 à 12 heures par jour pour un salaire dérisoire de 5 francs. Or la vie est chère en Algérie, très chère pour nous et nos familles.

Nous avons un autre “droit” que ne nous contestent pas, au contraire, les entrepreneurs de charniers patriotiques, c’est celui d’aller crever sur les champs de bataille pour la défense de la France si généreuse. Nous en avons, en 1914 et les années qui suivirent, largement “profité”. On nous arme même contre nos frères de race qui ont le courage de résister à l’envahisseur. C’est sans doute au nom du “droit des peuples à disposer d’eux-mêmes”.

Il nous faut subir également sans rien dire toutes les vexations que la fantaisie des administrateurs et des bureaux s'acharnent à nous imposer.

Le fascisme italien n'est pas plus odieux que les méthodes de la colonisation employées par les fonctionnaires de la République française. Il n'y a donc rien d'étonnant que, les dépouilles crevant de faim, n'ayant d'autre alternative que de mendier ou de trimier comme des forçats pour un salaire de misère, un très grand nombre d'indigènes fuient cette civilisation "à coups de triques".

Beaucoup ce sont dit que, puisqu'ils étaient bons pour défendre la France, il avaient le droit de trouver sur son sol, en travaillant, de quoi vivre. En fait, la condition de l'indigène qui travaille en France n'est pas à comparer à celle de celui qui reste en Algérie.

Quand il arrive, même s'il est sans travail, il trouve près des Algériens une assistance qui ne se pratique guère dans d'autres milieux.

Il tombe évidemment, sous une exploitation, mais tout de même moins sauvage que celle qu'il subit dans son pays.

Naturellement, les gros propriétaires, les négriers d'Algérie et de Tunisie ne voient pas d'un bon œil cette émigration qui leur procure de gros bénéfices. Aussi, pour l'empêcher, ils ont recours à des crapules politiciennes qui n'ont rien à leur refuser.

Et ce qu'un gouvernement du bloc national avec Raymond Poincaré n'avait pas fait, le gouvernement du bloc des gauches avec Hériot n'a pas craint de le tenter. C'est ainsi qu'on pouvait lire dernièrement dans *Le Quotidien* qu'une réglementation allait être instituée pour "l'admission dans la métropole des travailleurs indigènes".

Cette réglementation a pour but, comme l'a déclaré l'un des membres de la commission, M. Marius Moutet, "de permettre la pénétration judicieusement progressive d'éléments indigènes répondant par leur aptitude physique et professionnelle aux exigences des différentes branches de l'activité nationale métropolitaine."

"La Commission a voulu que l'indigène qui vient travailler en France ne soit pas exposé à quitter son foyer sans avoir la certitude préalable de trouver en France au moins l'équivalent de ce qu'il abandonne."

Le commission interministérielle, dont les travaux furent présidés par M. Duvernoy, directeur des Affaires algériennes au ministère de l'Intérieur, a décidé également la création en France d'organismes d'assistance et de protection pour les travailleurs indigènes.

"Dorénavant les travailleurs algériens et nord-africains, avant de s'embarquer pour la France, devront produire un certificat d'engagement visé par le ministère du Travail, un certificat médical et une carte d'identité avec photographie délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'indigène est domicilié."

"Le ministère de l'Intérieur a décidé que ces mesures seraient appliquées à partir du 1er octobre 1924."

Donc, à partir du 1er octobre, les administrateurs pourront empêcher le départ pour la France de ceux qu'ils embarquaient quand il s'agissait d'aller combattre ceux qu'ils appelaient des barbares. Je sais, et d'autres sauront s'ils ne s'en sont pas encore aperçu, où sont les barbares. Ce sont les politiciens hypocrites qui n'ont rien à envier à Mussolini. Et pour bien montrer cette hypocrisie, je leur affirme que l'indigène ne quitte son pays que parce qu'il ne peut plus y vivre, parce qu'il y est abominablement pressuré, exploité. C'est un esclave qu'ils veulent conserver à ceux qui l'ont dépouillé de sa terre natale.

Ce qu'il abandonne en Algérie, M. Marius Moutet, député "socialiste!...", c'est un peu de misère.

Voilà ce que vous prie un Algérien et qui ajoute : "Prenez garde qu'un jour les parias en aient marre et qu'ils ne prennent les fusils que vous leur avez appris à manier pour les diriger contre leurs véritables ennemis, au nom du droit à la vie, et non comme autrefois pour une soi-disant patrie marâtre et criminelle.

Dans *Le Libertaire*, n° 242, 16 août 1924.

Le centenaire de la conquête de l'Algérie



Le gouvernement et la bourgeoisie française célébreront, l'an prochain, le centenaire de la conquête de l'Algérie. Nous verrons, à cette occasion, les patriotes et les chauvins de tout acabit s'en donner à cœur joie ; les folliculaires appointés des grands bourreurs de crânes proclameront, en de massives colonnes, les vertus civilisatrices de la France.

Que nous a donc apporté cette France si généreuse dont les lâches et les imbéciles vont partout proclamant la grandeur d'âme ?

Interrogez un simple indigène, tâchez de gagner sa confiance. L'homme vous dira de suite la lamentable situation de ses frères et l'absolue carence de l'administration française devant les problèmes d'importance vitale.

La presque totalité de la population indigène vit dans la misère physique et morale la plus grande. Cette misère s'étale largement. Dans les villes d'Algérie, ce ne sont, la nuit venue, que gens déguenillés couchés sous les arcades, sur le sol.

Dans les chantiers, les mines, les exploitations agricoles, les malheureux indigènes sont soumis à un travail exténuant pour des salaires leur permettant à peine de se mal nourrir.

Commandés comme des chiens par de véritables brutes, ils n'ont pas même la possibilité de recourir à la grève, toute tentative en ce sens étant violemment brisée par l'emprisonnement et les tortures. N'ayant aucun des droits de citoyen français, soumis à l'odieux et barbare code de l'indigénat, les indigènes sont traînés devant des tribunaux répressifs spéciaux et condamnés à des peines très dures pour des peccadilles qui n'amèneraient, dans la métropole, qu'une simple admonestation.

Toute presse indigène étant interdite, toute association étant vite dissoute, il ne subsiste, en Algérie, aucune possibilité de défense pour les malheureux indigènes spoliés et exploités avec la dernière crapulerie qui puisse exister.

Ils sont astreints à un service militaire de deux ans, car ils constituent, pour les boucheries guerrières, un appréciable réservoir de chair à canon. Pendant la « guerre du droit », un grand nombre d'entre eux furent immolés à la victoire de cette France qui est bien pour eux la plus épouvantable des marâtres.

Avec des crapuleries les plus basses, le gouvernement français a anéanti toutes les écoles indigènes du pays, les remplaçant par des écoles françaises en nombre, ridiculement insuffisant. Des douars comportant de nombreux villages, comptant des milliers et des milliers d'individus, sont entièrement privés d'enseignement. La généralité des femmes vivent dans l'ignorance absolue. Le résultat de cette politique ignoble est, dans les masses algériennes, une ignorance de bêtes de somme, ignorance voulue et entretenue par l'administration française.

Civilisation, n'est-ce pas ! Oh, lâches gouvernants ! L'agent de cette administration, auprès des indigènes, est un sinistre individu nommé caïd, individu méprisable, mouchard, il achète sa charge de policier et exerce une véritable terreur sur ses malheureux compatriotes. Canaille vénale, le caïd est toujours à vendre. Malheur à celui qui, ayant commis une faute légère, ne peut acheter son silence ! Malheur à l'indigène qui n'a pas l'heur de lui plaire ! Il fera connaissance avec les tribunaux d'exception, tôt ou tard.

La colonisation française aurait-elle apporté le progrès technique en Algérie ? Elle y a construit une seule ligne de chemin de fer, avec une seule voie. Dans la presque totalité de la colonie, les indigènes sont obligés, pour se déplacer,

d'accomplir des marches longues et pénibles. Dans les campagnes, il n'y a point de service postal pour les indigènes ; ces derniers doivent, s'ils veulent entrer en possession d'une lettre ou d'un colis, perdre plusieurs jours pour aller à la ville et s'en retourner. Les routes, les ponts sont très rares, et les indigènes payent des impôts écrasants.

Beau progrès, vraiment !

Le sol de l'Algérie est riche, et les industriels et gros commerçants français rapaces, sans scrupules. Ils n'ont pas hésité à détruire complètement la civilisation algérienne, jadis florissante, parcelle de la grande civilisation musulmane. Ils ont mis à la place l'oppression féroce, l'arrogance, la misère, la mort. Leur civilisation !

Inaugurée par un vol pur et simple - le refus de la France de payer une livraison de blé - la conquête de l'Algérie ouvrit, pour la bourgeoisie française, une ère de banditisme colonial qui n'est point close.

Donc, pour votre cynique parade, Messieurs les bourgeois et vos valets de tous poils, et malgré la haute prétention du napoléonet Chiappe qui espère museler les « subversifs » coloniaux, le groupe anarchiste algérien est décidé à démontrer à l'opinion publique vos crimes, vos ignominies que vous voulez baptiser du mot « civilisation ».

Dans *La Voix libertaire*, n°30. 21 septembre 1929.

A l'opinion publique



Au moment où se déroulent, avec un faste inouï, les fêtes du centenaire de la conquête de l'Algérie, il a paru aux Algériens résidant en France qu'il était utile, indispensable même, de faire entendre à l'opinion publique métropolitaine quelques vérités au milieu du concert de louanges officielles qui tend à couvrir de son bruit les plaintes d'un peuple qui souffre.

Certes, il serait beau de commémorer un centenaire si celui-ci avait pour but de magnifier un bel acte : *l'affranchissement du peuple algérien*. Malheureusement, le centenaire que l'on fête, en Algérie, n'a pas cette haute signification.

Depuis que le gouvernement de Charles X imposa, il y a cent ans, par la force du sabre, la « civilisation » à l'Algérie, qu'y a-t-il de changé ? Les colonisateurs et les marchands ont suivi la route tracée dans le sang du peuple arabe par les conquérants ; les uns ont dépossédé les indigènes et courbé sous leur joug hommes, femmes et enfants ; les autres se sont efforcés d'acquérir pour rien les produits naturels tout en vendant fort cher ce qu'ils apportaient. Concessionnaires et banquiers sont venus doubler l'ancien esclavage et, unis à la féodalité indigène, ont fait régner dans le pays conquis la plus dure exploitation.

Ainsi ce peuple, qui ne demandait rien à personne, a vu s'ajouter à la tyrannie de ses anciens maîtres celle des maîtres nouveaux.

A-t-il, au moins, retiré quelques bénéfices de la « civilisation » qu'on lui imposa il y a cent ans ? Non. Astreint aux devoirs des citoyens, il n'en possède pas les droits. Il reste soumis à l'odieux régime de l'indigénat qui fait de tous les Algériens des êtres diminués.

Pour lui, pas de liberté d'association, de pensée et de presse, mais les cours criminelles, les tribunaux répressifs qui font pleuvoir sur les malheureux Arabes les amendes et les corvées administratives, l'emprisonnement arbitraire, la confiscation. C'est l'Inquisition au XXe siècle.

Pour lui, pas de droit de vote, mais le service militaire de deux ans, alors que le Français ne fait que 18 mois.

Pour lui, la réquisition pour les travaux insalubres, mais pas de écoles pour les filles et quelques-unes seulement pour les garçons.

Pour lui encore, les impôts écrasants, les brimades des féodaux arabes, d'accord avec l'administration et le gouvernement, mais pas de logements, pas d'hygiène, pas de législation du travail.

Économiquement et politiquement, le peuple algérien est absolument esclave, deux fois esclave. Il ne possède réellement que deux droits : *souffrir et payer*, souffrir en silence et payer sans rechigner.

C'est le centenaire d'un tel état de choses que les aristocrates arabes et les ploutocrates français, satisfaits et heureux, commémorent en ce moment en Algérie.

Les Algériens qui ont pu quitter ce pays inhospitalier sont solidaires de leurs frères restés de l'autre côté de la Méditerranée. Ils ont voulu, à l'occasion de ce centenaire, éclairer l'opinion publique métropolitaine, lui faire connaître l'odieux régime imposé à tout un peuple. Ils demandent à cette opinion de les aider à conquérir les droits dont jouissent tous les autres citoyens français, puisqu'on leur impose des devoirs plus grands et plus lourds. Ils réclament notamment : *l'abolition de l'indigénat, le droit syndical, la liberté de la presse, l'extension à l'Algérie de toute la législation sociale française.*

Ils espèrent que leur appel sera entendu tout particulièrement par leurs frères: les travailleurs français. Et, en revanche, ils assurent ceux-ci de leur solidarité dans les luttes qu'ils entreprendront pour la libération commune. Ils savent que Français et Algériens n'ont qu'un ennemi : leur maître. Fraternellement unis, ils sauront s'en débarrasser pour fêter *ensembles* leur affranchissement.

La section algérienne de la C.G.T.S.R. / AIT.

P.S. - Cet article sera tiré en plusieurs milliers de tracts, ils sont gratuits à toute individualité ou groupement anarchistes et syndicalistes fédéralistes désireux de le diffuser. Les commander à Saïl Mohamed, Paris, 20ème, ou au siège de la C.G.T.S.R / AIT., Paris, 10e

Dans *La Voix libertaire*, n° 55. 15 mars 1930.

Pour elle comme pour vous, debout, peuple algérien !

Un cri de haine et de dégoût autant que de désespoir et de révolte vient de jaillir de la poitrine d'une jeune femme pour votre délivrance.

Entendez bien, mes frères musulmans, c'est une femme, une femme Française, une anarchiste, qui, exaspérée par l'abominable régime d'exception qui vous opprime et vous empêche d'être des hommes comme les autres, tira un coup de revolver sur un policier qui se trouvait à la bourse du travail d'Alger.

C'est pour votre cause, peuple musulman, qu'une anarchiste souffre en ce moment dans la prison de cette ville. Elle n'a fait cependant que manifester son indignation à votre place, à vous qui êtes des hommes !



En correctionnelle ou à la cour d'Assises où son geste doit l'amener, c'est toutes les atrocités que vous subissez, depuis un siècle que l'on vous "civilise", qui seront évoquées.

Mais vous, peuple algérien, peuple esclave, allez-vous rester indifférents à cette cause qui est la vôtre ? Laissez-vous cette femme, cette sœur, sans défense, au milieu de l'organisme draconien qui s'apprête à la broyer, quand elle-même sacrifie sa liberté pour défendre votre liberté ?

Cela serait un crime des plus lâches.

Soyez donc prêts à répondre à l'appel des organisations ouvrières françaises et algériennes, soyez prêts à vous battre s'il le faut contre tous ceux qui voudront vous empêcher de demander justice et libération pour une sœur qui doit être pour vous sacrée.

Pendant la guerre, le gouvernement de la Troisième République vous a montré comment il fallait mourir pour les beaux yeux des financiers et des banquiers de la métropole. Aujourd'hui, à votre tour, sachez lui montrer que vous êtes prêts à lutter de toutes vos forces pour votre propre cause et, en arrachant la libération de Marguerite Aspes, c'est la libération de toute une race honteusement opprimée que vous obtiendrez.

Pour elle comme pour vous, debout, peuple algérien, debout !

Dans *L'Eveil social*, première année, n°2, février 1932.

A bas le code de l'indigénat !

Hommes de cœur, comprenez enfin nos cris de douleur, nos appels de détresse et réclamez avec nous l'abolition totale de l'ignoble code de l'indigénat qui mine lentement le moral et le physique du peuple algérien et est une tache à l'honneur de la France dite républicaine et démocratique.



Vous qui frémissiez quand une injustice se produit dans votre entourage, qui protestez avec énergie quand une victime du fascisme gémit dans une geôle, qui vous révoltez quand à l'autre bout du monde (l'Algérie n'est qu'à 750 km de la métropole), un innocent agonise, victime d'une répression, vous ne pouvez pas rester sourds à notre appel et être insensibles à cette iniquité monstrueuse : un peuple tout entier, dont le seul crime est d'avoir été vaincu et dépossédé par la force, croupit dans des conditions de vie misérables et subit un esclavage qui déshonore notre siècle.

Car enfin, qu'est-ce que le code de l'indigénat ?

C'est tout simplement cet ensemble de lois qui mettent l'indigène algérien à la merci de la métropole, qui exigent des devoirs et des charges écrasants, mais qui en échange ne donnent aucun droit. Il est formellement interdit au français d'outremer de se syndiquer pour se défendre contre un patronat qui l'exploite et l'opprime. Pour lui, pas de liberté d'opinion, pas de liberté de la presse. Ses écoles sont rares, et l'instruction est à un niveau tellement bas que très peu peuvent en profiter et restent dans une ignorance complète qui permet une exploitation éhontée. L'indigène n'ayant pas le droit de vote, on lui impose une dictature qui le traque et le rançonne. Les impôts écrasants sont engloutis en partie dans de louches affaires car, malgré leur importance, les villages indigènes sont dans leur généralité privés de lumière, de postes et de télégraphe, et il n'y a pour ainsi dire pas de routes carrossables.

Pour cacher cette incurie, les gouvernants invoquent ce motif aussi absurde qui ridicule : "Pour qu'il soit mis au rang des "civilisés", l'indigène doit renoncer à son statut personnel qui lui donne le droit de se marier avec plusieurs femmes." Parce qu'en France, voyez-vous, il n'y a pas de harem, mais l'hypocrisie en matière sexuelle existe davantage qu'en Algérie. Et au point de vue religieux, quand les ministres laïcs s'agenouillent cyniquement et sans foi devant un dieu de carton ou en plâtre, qu'ont-ils à reprocher au malheureux bicot qui pratique dees rites qui ne sont pas plus ridicules que ceux des autres religions, car elles se valent toutes et ne sont fondées que sur la crédulité de leurs fidèles.

Mais voici qu'en l'an 1936, le gouvernement de Front populaire veut, dit-on, atténuer ce mal ; l'atténuer seulement, et non le guérir complètement, même en ayant le pouvoir.

Croit-il qu'avec un os à ronger il va calmer la révolte qui gronde ? Ne songe-t-il pas que le "sidi" à qui l'on a appris à mourir pour les marchands de patriotisme sur les champs de bataille de la dernière boucherie pourrait peut-être pousser sa révolte jusqu'à la délivrance totale ? Ne voit-il pas que, là-bas, les fascistes travaillent, que les fruits de leur propagande commencent à apparaître à une cadence accélérée. Les suppôts de l'hitlérisme vont-ils être les seuls bénéficiaires de l'incurie des gouvernants qui ne veulent pas se rendre compte que leur politique néfaste envers un peuple opprimé les jette pieds et poings liés dans les bars du fascisme. Nous qui sommes nés et avons vécu en Algérie et qui connaissons le tempérament de nos compatriotes, nous disons : "Prenez garde, si vous ne donnez pas l'égalité des droits aux indigènes, si vous leur refusez l'instruction, vous serez coupables de la révolte

d'un peuple accablé qui souffre depuis cent ans et qui sera capable de tenter la pire aventure pour reconquérir sa liberté." Nous voyons tellement ce danger que nous croyons de notre devoir de vous donner l'alerte.

Nous ne sommes pas des politiciens, mais de simples travailleurs qui voient bien plus loin qu'on le croit communément.

Notre appel doit être entendu par tous ceux pour qui la liberté n'est pas un vain mot. A bas tous les fascismes !

Pour le groupe anarchiste des indigènes algériens, Saïl Mohamed.

Dans *Le Libertaire*, n° 506, 24 juillet 1936.

Lettre du front



Farlete, le 30 octobre 1936,

A mes bons camarades de la CGTSR-AIT,

Je vous ai écrit dernièrement en vous disant que nous étions une douzaine de copains de la CGTSR. au groupe international. Nous sommes actuellement 52, venant un peu de partout en France, et pour célébrer ce petit groupement de camarades sur le champ de bataille, nous avons improvisé un chiffon peint en

rouge et noir, avec l'inscription : CGTSR, FAF, AIT, en gros caractères, et l'avons planté là, face à la canaille fasciste tremblant de frousse.

Hé oui ! Nous sommes là, entendant très bien, de nos positions, les sirènes des usines de Saragosse. Cela pour vous dire purement et simplement que nous ne sommes pas loin du but. Sans lunettes, bien moins avec des jumelles, nous voyons très bien la ville avec nos SIMPLES YEUX. Comprendra qui voudra (sauf Clément Vautel, Larocque et autres comédiens qui amusent la galerie !).

Croyez moi, braves camarades, je ne vous écris pas de Perpignan ou d'une autre ville



frontière comme est de règle chez les pisse-copie de la belle presse fasciste, républicaine ou même démocratique. Je ne vous écris même pas de Farlete, mais de bien plus loin encore, c'est-à-dire près de Saragosse.

Mais au fait, que dit la grrrrande presse d'information ?

Ici, je ne lis pas, mais je sais qu'elle ne changera pas sa nourriture, je lui adresse le dégoût d'un milicien combattant écœuré de sa servilité et de ses mensonges crapuleux.

Ma vieille mère se croit belle à 80 ans tout comme le fascisme agonisant qui se croit encore vivant.

Quant à la question de la militarisation des milices, criez-le à qui voudra l'entendre sans risque d'être démentis : dans toutes les colonnes dirigées par les anarcho-syndicalistes, et elles sont les plus nombreuses : " Miliciens, oui, soldats, jamais ! "

Tout est liberté chez nous, et cette liberté fait de nous des hommes disciplinés, bravant la mort et la torture.

Nous ne marcherons jamais à la baguette, mais nous ne pâlirons jamais devant l'ennemi.

Militarisation ? Dans les colonnes des politiciens, rien ne nous étonne, mais chez nous il n'y a que des camarades sans dieu ni maître, tous sur le même pied d'égalité. Durruti est notre guide et notre frère. Il mange et couche avec nous, il est moins bien habillé que nous, il n'est ni général, ni caïd, mais un milicien digne de notre amitié.

Les grades, la fanfaronnade et l'ambition sont le rêve des polichinelles de tout acabit et non pas de ces milliers et de milliers d'anarcho-syndicalistes qui font la beauté de l'Espagne libertaire.

A la prochaine, et au nom de mes camarades je vous envoie à tous notre salut fraternel.

Saïl Mohamed, sans grade ni matricule, comme tous ses camarades.

Dans L'Espagne Antifasciste, n°17, 4 novembre 1936.



En Espagne, en 1936, Saïl Mohamed et Fernand Metant, à Farlete (non loin de Saragosse), devant le tombeau où reposent les morts du Groupe international de la colonne Durruti. Photo publiée dans *L'Espagne antifasciste*.

La «civilisation française» en Algérie



A notre époque, si fertile en scandales, escroqueries ou brigandages de toutes espèces, il est utile de dénoncer parfois la situation douloureuse où se trouvent les peuples que, sous prétexte de civilisation, certaines puissances tiennent sous le joug. Car, de tous les crimes contre l'humanité, le colonialisme n'est pas le moindre. Je voudrais esquisser, en ces quelques lignes, l'état d'une colonie-type après plus d'un siècle d'occupation.

Je veux parler de l'Algérie.

Sur la conquête proprement dite, je ne ferai que quelques citations qui démontreront le caractère «chevaleresque» dont firent preuve les conquérants.

Le colonel Combes, du 47^e de ligne, écrivait d'Oran le 18 juin 1836 : «Nous pûmes, au moyen de braves alliés, incendier sur notre route et dans un grand rayon tout ce qui était brûlable ; la campagne fut en un instant un vaste océan de feu. Cette manoeuvre fut continuée les jours suivants.»

Le colonel Schmidt, du 53^e de ligne, écrivait de Médéah, le 18 mai 1841 : «Le Duc de Nemours a visité ma capitale ; il est heureux qu'on ignore en France comment on a traité cette pauvre ville ; ce n'est plus qu'un amas de ruines.»

Du capitaine Canrobert (futur maréchal), le 1^{er} janvier 1842 : «Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité d'habitations de Kabyles et enlevé plusieurs sortes de troupeaux, des femmes, des enfants et des vieillards... Le soldat, mal ou pas surveillé, excité d'ailleurs par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands qui vicient singulièrement son caractère.»

Du commandant de Lioux, du 43e de ligne : Bougie, le 23 avril 1843 - Nous rentrons d'une nouvelle expédition ; notre colonel avait mission de tout ravager sur son passage, et à plusieurs lieues autour de ses bivouacs successifs. En effet, on a beaucoup détruit ; des villages entiers, de grands et véritables villages, ont disparu par l'incendie, et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et d'autres ont été coupés.»

On connaît aussi l'exploit du vaillant colonel Péliissier qui fit enfumer dans des grottes 800 indigènes.

J'en passe, et des plus «civilisatrices» encore !

Après cette glorieuse campagne, la douce France put s'approprier le pays des Algériens vaincus et y établir un régime dont je vais donner quelques aperçus.

Expropriés des plaines et terres fertiles, les indigènes sont refoulés vers les montagnes incultivables. Dans ces régions, les routes et les ponts n'existent pas ou sont réduits au minimum ; le chemin de fer n'est, pour la plupart, qu'un rêve lointain, et pour aller retirer une lettre, un colis, un mandat, l'indigène doit quelquefois faire trois ou quatre jours de marche, car le service postal est, comme le reste, établi pour l'usage des habitants des grands centres.

La majeure partie des écoles arabes étant systématiquement supprimées, le gouvernement de la 3e République, pour qui l'ignorance de l'indigène est un facteur de soumission, n'a pas cru bon de les remplacer par des écoles françaises. Dans les villes ou villages où ces dernières existent, sur un million d'enfants d'âge scolaire, 60.000 seulement sont susceptibles de les fréquenter ; les autres sont réduits à traîner dans les rues et gardent une ignorance et une mentalité arriérée qui les livrent comme des bêtes à la plus honteuse exploitation. J'insiste sur le fait que, malgré cela, l'indigène est assujéti à un impôt écrasant qui ne profite qu'aux coffres-forts de l'administration et de ses parasites, sans qu'en contre-partie le moindre avantage lui soit consenti.

Les lois sociales n'existent pas pour l'indigène : le droit syndical et la liberté de penser lui sont refusés rigoureusement. Il n'est pas citoyen : il est sujet et, de ce fait, ne participe pas aux opérations électorales. Le suffrage universel n'existe pas pour lui ; mais, par contre, le recrutement et la conscription existent : le service militaire est obligatoire.

Le régime d'exception et les lois scélérates qui le soutiennent, font de l'Algérie une terre où l'autorité pèse plus lourdement que dans les pays à régime dictatorial comme l'Italie ou l'Allemagne.

Si l'indigène vient en France, il est réduit au silence car, partout où il se trouve, on lui serre la vis. Quand, après un séjour dans la métropole, l'idée lui vient de revenir dans son pays, malheur à lui s'il ne s'est pas conduit en esclave soumis : il est catalogué et tenu bien à l'œil en arrivant là-bas.

C'est pourquoi nous sommes nombreux, militants anarchistes ou révolutionnaires, qui restons exilés en France, pays soi-disant de liberté, loin de notre sol natal où nous aurions de quoi vivre, beaucoup d'entre nous ayant des biens dont ils pourraient jouir s'ils ne savaient pas que là-bas ils seraient placés devant ce dilemme : ou se soumettre honteusement, ou vivre dans l'exploitation éhontée des rapaces coloniaux.

Au point de vue moral, les Algériens pur sang, c'est-à-dire les Kabyles, sont foncièrement libertaires, réfractaires à tout militarisme. Dans leur pays natal, ils pratiquent le libre échange et la solidarité sur une vaste échelle. Le droit d'asile est sacré pour eux. Dans leurs cœurs remplis de fierté native, une révolte gronde et se dessine qui les pousse instinctivement vers tout ce qui est libération de l'individu, et cela malgré la répression farouche qui les frappe. Rien n'arrêtera leur élan. Leur soumission, plus apparente que réelle, leur pèse et ils jugent sans indulgence les sinistres fantoches de soi-disant civilisés qui ont abusé trop longtemps d'une autorité maladroite et arbitraire.

Qu'avez-vous apporté, colonialistes de tout acabit, qu'avez-vous fait, en plus de cent ans, vous qui vous mêlez de civiliser les peuples que vous prétendez barbares ? Vous avez construit de belles bâtisses pour loger vos séides et vos larbins, mais de misérables indigènes couchent dehors.

Les rues d'Alger, ville lumière, grouillent de mendiants que piétinent les expropriateurs de leurs parents.

Vol, rapine, incendie, assassinat d'un peuple trop faible pour se défendre, voilà votre œuvre, voilà ce qu'est votre civilisation dans sa triste réalité.

Dans *Terre Libre*, n°20, décembre 1935.

Saïl Mohamed est condamné à 18 mois de prison



Notre camarade
revenant blessé
d'Espagne

Notre brave camarade Saïl Mohamed vient d'être condamné, par le tribunal correctionnel de Pontoise, à dix-huit mois de prison pour distribution de tracts en septembre dernier ; on l'a inculpé de rien de moins que de « provocation de militaires à la désobéissance », parce qu'il se dressait contre la guerre menaçante.

Saïl fut un des premiers à s'enrôler dans les Milices Populaires d'Espagne ; c'est en combattant sur le front d'Aragon, dans la colonne Durruti, qu'il fut blessé au bras et dut revenir en France pour se soigner.

On ne peut donc pas lui reprocher d'avoir peur de la guerre par lâcheté, car il a déjà bravé la mort ; mais c'était pour un idéal qui n'a pas de frontière.

C'est son passé de militant infatigable qui influença, bien plus que le tract lui-même, les juges qui le frappèrent de dix-huit mois d'emprisonnement. Alors que les assassins du C.S.A.R., instigateurs de guerre civile, sont remis en liberté les uns après les autres, les vrais pacifistes, ceux qui se refusent à se laisser entraîner dans un conflit mondial qui serait l'effondrement des derniers vestiges de la civilisation, sont condamnés abominablement.

Notre camarade Saïl faisant appel, nous voulons espérer que nombreux seront ceux joindront leur protestation à la nôtre, et que le Gouvernement et les juges seront traités d'en tenir compte.

Card
Ce
les s
breu
arriv
comi
laisse
ce vi
ceux-
d'acc
de la
Ma
de sc
consi
mani
n'est
cher
joie d
par u
mome
heure
que l
pantir
nous
amère
conve
l'Elyse
ce «
cette
ordonn
leur à
Public
Car
demai
ront c
ordina
à la gr
mêmes
appelle
ques
l'heure
gaisons
ces m

Article dans le journal du SIA

La mentalité kabyle

A maintes occasions, j'ai parlé dans ces colonnes du tempérament libertaire et individualiste caractérisé de mes compatriotes berbères d'Algérie. Mais aujourd'hui, alors que la caverne d'Ali Baba d'outre-mer craque et croule, je crois utile d'affirmer, contre tous les pessimistes professionnels ou les rêveurs en rupture de places lucratives que l'Algérie libérée du joug colonialiste serait ingouvernable au sens religieux, politique et bourgeois du mot. Et je mets au défi toutes les canailles prétendant à la couronne d'apporter la moindre raison valable et honnête à leurs aspirations malsaines, car je leur oppose des précisions palpables et contrôlables, sans nier cependant que leur politique a quelque succès quand il s'agit d'action contre le tyran colonialiste.



Il faut voir l'indigène algérien, le Kabyle surtout, dans son milieu, dans son village natal et non le juger sur son comportement dans un meeting, manifestant contre son ennemi mortel : le colonialisme.

Pour l'indigène algérien, la discipline est une soumission dégradante si elle n'est pas librement consentie. Cependant, le Berbère est très sensible à l'organisation, à l'entraide, à la camaraderie mais, fédéraliste, il n'acceptera d'ordre que s'il est l'expression des désirs du commun, de la base. Lorsqu'un délégué de village est désigné par l'Administration, l'Algérie le considère comme un ennemi.

La religion qui, jadis, le pliait au bon vouloir du marabout, est en décadence, au point qu'il est commun de voir le représentant d'Allah rejoindre l'infidèle dans la même abjection. Tout le monde parle encore de Dieu, par habitude, mais en réalité plus personne n'y croit. Allah est en déroute grâce au contact permanent du travailleur algérien avec son frère de misère de la métropole, et quelques camarades algériens sont aussi pour beaucoup dans cette lutte contre l'obscurantisme.

Quand au nationalisme que j'entends souvent reprocher aux Algériens, il ne faut pas oublier qu'il est le triste fruit de l'occupation française. Un rapprochement des peuples le fera disparaître, comme il fera disparaître les religions. Et, plus que tout autre, le peuple algérien est accessible à l'internationalisme, parce qu'il en a le goût ou que sa vie errante lui ouvre inévitablement les yeux. On trouve des Kabyles aux quatre coins du monde ; ils se plaisent partout, fraternisent avec tout le monde, et leur rêve est toujours le savoir, le bien-être et la liberté.

Aussi, je me refuse à croire que des guignols nationalistes puissent devenir un jour ministres ou sultans dans le dessein de soumettre ce peuple, rebelle par tempérament.

Jusqu'à l'arrivée des Français, jamais les Kabyles n'ont accepté de payer des impôts à un gouvernement, y compris celui des Arabes et des Turcs dont ils n'avaient embrassé la religion que par la force des armes. J'insiste particulièrement sur le Kabyle, non pas parce que je suis moi-même Kabyle, mais parce qu'il est réellement l'élément dominant à tout point de vue et parce qu'il est capable d'entraîner le reste du peuple algérien dans la révolte contre toute forme de centralisme autoritaire.

Le plus amusant de l'histoire, c'est que la bande des quarante voleurs ou charlatans politiques nous représente le nationalisme d'outre-mer sous la forme d'une union arabe avec l'emblème musulman et avec des chefs politiques, militaires et spirituels à l'image des pays du Levant. J'avoue que le dieu arabe de nos sinistres pantins d'Algérie a bien fait les choses, puisque la guerre judéo-arabe nous révéla que les chefs de l'islamisme intégral ne sont rien d'autre que de vulgaires vendus aux Américains, aux Anglais, et aux Juifs eux-mêmes, leurs prétendus ennemis. Un coup en traître pour nos derviches algériens, mais salutaire pour le peuple qui commence à voir clair.

Pensez donc, un bon petit gouvernement algérien dont ils seraient les caïds, gouvernement bien plus arrogant que celui des roumis, pour la simple raison qu'un arriviste est toujours plus dur et impitoyable qu'un « arrivé » ! Rien à faire, les Algériens ne veulent ni de la peste, ni du choléra, ni d'un gouvernement de roumi, ni de celui d'un caïd. D'ailleurs, la grande masse des travailleurs kabyles sait qu'un gouvernement musulman, à la fois religieux et politique, ne peut revêtir qu'un caractère féodal, donc primitif. Tous les gouvernements musulmans l'ont jusqu'ici prouvé.

Les Algériens se gouverneront eux-mêmes à la mode du Village, du douar, sans députés ni ministres qui s'engraissent à leurs dépens, car le peuple algérien libéré d'un joug ne voudra jamais s'en donner un autre, et son tempérament fédéraliste et libertaire en est le sûr garant. C'est dans la masse des travailleurs manuels que l'on trouve l'intelligence robuste et la noblesse d'esprit, alors que la horde des « intellectuels » est, dans son immense majorité, dénuée de tout sentiment généreux.

Quant aux staliniens, ils ne représentent pas de force, leurs membres se recrutent uniquement parmi les crétins ou déchet du peuple. Car l'indigène n'a guère d'enthousiasme pour se coller une étiquette, qu'elle soit mensongère ou super-fasciste. Pour les collaborateurs, policiers, magistrats, caïds et autres négriers du fromage algérien, leur sort est réglé d'avance : la corde, qu'ils valent à peine.

Pour toutes ces raisons, mes compatriotes doivent-ils être considérés connue d'authentiques révolutionnaires frisant l'anarchie? Non, car s'ils ont le tempérament indiscutablement fédéraliste et libertaire, l'éducation et la culture leur manquent, et notre propagande, qui est cependant indispensable à ces esprits rebelles, leur fait défaut.

C'est ce pourquoi œuvrent nos compagnons anarchistes de la fédération nord-africaine [NDR : le MLNA, *Mouvement Libertaire Nord Africain*].

Dans *Le Libertaire*, 16 février 1951.

Lettre aux Français



Pour légitimer le gangstérisme le plus crapuleux à l'encontre de mes compatriotes, les gouvernants français continuent à se servir du mensonge le plus grossier. Ils se disent « civilisateurs » mais cela ne trompe que les crétins, trop nombreux hélas dans cette France de 1951 !

Le terme de « civilisateurs » est une duperie tout juste bonne à faire rire les ânes les plus têtus ; l'histoire que vous avez écrite, oh, tristes sires, veut que les Maures d'Espagne qui allèrent jusqu'à Perpignan et même jusqu'à Poitiers et qui furent les constructeurs de l'Alhambra de Grenade soient les destructeurs de vos huttes sordides et fassent partie des pères de votre prétendue civilisation « française » ! Alors, fermez vos gueules et avouez que vous n'êtes que des sinistres pantins dénués de tout scrupule, des goujats sans cœur, esclaves du veau d'or, voleurs et assassins professionnels sans autres excuses.

Pour Hitler, la France était un pays sauvage qu'il fallait coûte que coûte civiliser. Pour Staline, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, etc ... sont des contrées arriérées qu'il faut également mettre à la raison... et le baratin « civilisation » suit son chemin au détriment des idiots qui s'ignorent et applaudissent.

Au pis aller, et pour faire plaisir à votre lamentable orgueil, admettons que vous êtes les civilisateurs de l'Afrique du Nord et ce, malgré les preuves irréfutables du contraire que j'ai apportées dans mes six articles précédents et le coup de grâce que j'assène dans le présent.

En 1830, l'Algérie fut conquise à la suite du refus par la France de payer une livraison de blé faite par le bey d'Alger, ce qui a valu au consul de France un coup de chasse-mouche... Je passe donc la plume à un représentant officiel du pays « civilisateur » qui mettra le nez dans leur m... aux canailles sans aveux :

Voici une lettre de l'adjudant-major Canrobert, datée du 1er janvier 1842 de Koliah.

« Nous venons de faire plusieurs razzias dans les montagnes du petit Atlas. Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité de Kabyles et enlevé plusieurs troupeaux, des femmes, des enfants et des vieillards. Ces opérations qui, je dois l'avouer, sont d'une grande ressource pour les approvisionnements de l'armée, sont du point de vue militaire du plus fâcheux effet. Le soldat, mal ou pas surveillé, excité d'ailleurs par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands qui vicient singulièrement son caractère. »

La citation de cette lettre est le commencement d'une série d'autres qui vont suivre, vieux cheval de bataille, j'entends prendre la défense de mes malheureux compatriotes opprimés, s'il le faut au prix de ma liberté et même de ma vie, sans aucune faiblesse et c'est avec une profonde émotion, j'en suis sûr, que les damnés d'outre-mer accueilleront le désintéressement total d'un humble représentant de la fédération anarchiste.

Dans *Le Libertaire*, 3 août 1951.

ANNEXE I :

Algériens, ne votez pas



L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation des peuples coloniaux ne sera l'œuvre que des colonies eux-mêmes.

Ne confiez pas vos droits à des arrivistes en quête de fauteuils, à des traîtres qui oublieront leurs promesses sitôt, à des féodaux, à des agrariens.

ALGÉRIENS NE VOTEZ PAS.

Le Parlementarisme est une duperie sur le plan international (ONU), national et algérien.

Sur le plan national

LE PARLEMENT AMÉRICAIN accentue sa position belliciste (votes demandant de désigner la Chine comme agresseur) ; or, Chine agresseur = guerre.

LES SOVIETS russes ont vécu : leur essence populaire est tout entière perdue au profit d'une Bureaucratie totalitaire et de son chef, le tyran Staline qui fournit à l'Amérique le chrome et manganèse des armes pour de futurs massacres.

LE PARLEMENT FRANÇAIS entérine toutes les lois de misères et de répression antiouvrières, vote les écrasants budgets militaires, et se fait le servile laquais de l'Amérique en guerre.

Les Parlements Italiens, Anglais, Belges, etc..., Slovaques, Polonais, Hongrois etc..., ne sont que des échos de la voix de leurs maîtres.

NE VOTEZ PAS C'EST TOUJOURS QUE FURENT ARRACHES LES REFORMES IMPORTANTES DE STRUCTURES ET GAINS SUBSTANTIELS

LE PARLEMENT CROUPION ALGÉRIEN ? AUMÔNE du Statut impérialistes, concentre en lui tous les vices ci-dessus énumérée aggravée par sa tare colonialiste. « Le Gouverneur est responsable de ses actes devant le Gouvernement de la République » (Article 5 du Statut de l'Algérie).

« L'Assemblée Algérienne est libre, après homologation, « d'étendre la loi métropolitaine en Algérie, soit purement et simplement, soit après ADAPTATION.

Nous avons vu comment l'AA a ADAPTE la Sécurité Sociale agricole, en la sabotant, comment les Communes mixtes ont été supprimée sans l'être.

Comment en serait-il autrement : 70 délégués totalisent plus de 200.000 habitants.

FLINOIS veut réduire le budget social au profit de l'armée : l'AA votera.

De plus, les urnes truquées, les pressions policières, les maquillages, feront de « vos élus », non pas ce que vous auriez voulu qu'ils soient mais ce que les aura faits le Proconsul de l'Empire.

Et vous savez cependant quels résultats écœurants donnent ailleurs les votes libres : alors truqués.

NON. Faites comprendre aux futurs exploités qu'ils ne représentent qu'eux. Ne donnez pas mandat en blanc à ceux qui, demain seront les agents serviles, du Capital privé américain ou d'Etat russe fauteurs de guerre ; de l'exploitation colonialistes ou nationaliste.

Mais travaillez à l'avènement d'une organisation égalitaire et libre de laquelle les travailleurs (devenus propriétaires des moyens de production). Les consommateurs gèreront eux-mêmes la production, la répartition, la distribution par leurs syndicats et coopératives, et dans laquelle la Commune sera gérée par tous et bénéficie de tous.

Une organisation qui se fera de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans leurs associations, dans les communes, les régions, les nations et dans une grande fédération internationale des travailleurs, réalisant l'ordre de la liberté et du bonheur général, affirmant et mettant d'accord les intérêts des individus et de la Société.

MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD AFRICAINE,
6 rue du Roussillon, Alger.
Lisez Le Libertaire.

Tract du MLNA de 1951.

ANNEXE II :

Alerte



Le Mouvement Libertaire Nord Africain estime que le véritable responsable des événements actuels, en liaison avec ceux du Maroc et de Tunisie est le régime colonialiste, basé sur l'expropriation des terres, la surexploitation, le chômage, la répression et l'opposition au droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, et à leurs aspirations révolutionnaires.

Le M.L.N.A. signale que l'accusation contre la propagande étrangère n'est qu'une diversion afin de détourner l'attention internationale des véritables responsabilités du régime colonialiste.

Le M.L.N.A. proteste violemment contre la dissolution arbitraire du MTLN., la détention non moins arbitraire de ses responsables et militants, envers qui il exprime sa solidarité, les procédés employés pour les faire « avouer », et réclame leur libération immédiate et le rapport du décret de dissolution, les atteintes à la liberté de la presse et d'expression, en Algérie et en France, par la saisie illégale

des journaux, y compris celle du Libertaire, organe de la Fédération Communiste Libertaire, 145 Quai de Valmy, Paris Xe.

Et, à cette occasion, il manifeste sa solidarité envers cette dernière organisation, membre comme lui de l'internationale Communiste Libertaire, qui en liaison avec les peuples et les travailleurs coloniaux mène la lutte anti-colonialiste, et à lancé, en France, un appel solennel pour la constitution d'un « Comité de lutte contre la répression colonialiste ».

Le M.L.N.A. dénonce le caractère provocateur des mesures militaires et policières, et, en particulier de celles qui risquent de s'abattre sur la malheureuse population de l'Aurès, et grâce auxquelles, les éléments colonialistes les plus réactionnaires espèrent renouveler les massacres du Constantinois et raffermir leur surexploitation.

Le M.L.N.A. dénonce le caractère haineux, mensonger de la presse colonialiste aux ordres de la grosse colonisation et de la sauvegarde de ses privilèges.

La solution n'est pas dans le néo colonialisme économique et social du gouvernement Mendès France, au service de l'impérialisme français et de sa bourgeoisie. Elle n'est pas dans le renforcement de « L'Ordre », préconisé et obtenu par la Fédération des Maires, agents de la grosse colonisation, grâce à une campagne de panique savamment orchestrée parmi l'opinion publique et à des menaces à l'égard des responsables qui ne sauraient pas faire respecter « L'Ordre ».

Elle n'est pas, non plus, dans celle du parti prétendu communiste aux ordres de l'impérialisme soviétique, avec sa trahison, comme à Genève, de la libération révolutionnaire des peuples et des travailleurs, par les marchandages entre gouvernements impérialistes.

Elle n'est pas non plus, dans la collaboration, comme en Tunisie, entre une bourgeoisie autochtone, trahissant l'émancipation révolutionnaire des travailleurs, et la bourgeoisie française.

La solution est, au-delà de la simple libération politique nationale dans la lutte de tous les exploités, en union étroite avec les travailleurs révolutionnaires de France, l'ennemi étant le même, contre tous les exploités, à quelque race qu'ils appartiennent, vers la société sans classe et sans Etat, la société communiste libertaire.

Et dans l'ordre d'urgence, elle est dans les Comités de lutte contre la répression, que le M.L.N.A. appelle solennellement tous les anticolonialistes, révolutionnaires, syndicalistes, hommes de conscience libre à constituer d'urgence, s'ils ne veulent pas que la répression s'abatte sur eux également et sur l'idéal révolutionnaire qu'ils représentent.

Le Mouvement Libertaire Nord Africain.

Tract du MLNA suite à la « Toussaint rouge », Novembre 1954.

Source : CAOM/Alger/3F60,

Courrier du commissaire divisionnaire au préfet, Alger, 3/12/1954.

Aux travailleurs algériens (et aux autres...)

BRAVO ! tu commences à te réveiller, tu entres dans la lutte sociale après avoir compris que tu es opprimé. Mais, hélas ! Croyant te libérer de la peste française qui te ronge, tu veux te rejeter vers le choléra islamique, qui te détruira pareillement, ou vers la politique qui te dévorera.

QUE veuillent de toi, les charlatans qui t'entourent ?

TOUS ont le même but : républicains ou communistes, royalistes ou fanatiques des diverses religions, tous cherchent à vivre de la sueur de ton front et à te tenir dans l'esclavage le plus éhonté et le plus misérable.

ILS te prêchent chacun à leur manière mais leurs méthodes sont les mêmes : te tenir sous leur autorité pour te gouverner et t'exploiter sans vergogne.

ANARCHISTES nous te disons : *A bas tous les gouvernements et tous les exploités, qu'ils soient roumis ou musulmans, car tous veulent vivre sur le dos des travailleurs /.../ tous sont des politiciens qui cherchent leurs intérêts et non le tien.*

LES pauvres n'ont ni Dieu, ni Maître, ni Patrie, et tu es parmi ceux qui sont le plus frappés par la vindicte capitaliste, religieuse ou politicienne qui rançonne votre crédulité : ne craignez pas les brimades des gouvernants cyniques.../ Le droit à la lutte ne se donne jamais, mais il se prend. Brisez ces lourdes chaînes qui vous retiennent dans l'esclavage, refusez votre confiance aux gouvernants qui, après avoir volé votre terre natale, vous traquent en France pendant qu'ils ouvrent les bras aux fascistes.../

ET si l'on veut vous entraîner dans les aventures guerrières, souvenez-vous des cent mille des vôtres qui furent assassinés sur les champs de bataille pour défendre de prétendus droits que l'on vous refuse maintenant.

NE craignez ni la violence, ni la prison, luttiez sans relâche contre tous les régimes autoritaires, car ils sont toujours basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

A BAS tous les esclavagistes quels qu'ils soient ! **A bas** tous les dictateurs !
A BAS toutes les patries ! Ni Dieu, ni Maître ! Vive l'Anarchie !

Groupe anarchiste des indigènes algériens
Pour le groupe : Saïl MOHAMED

Tract paru dans la revue *Le Combat syndicaliste* du 25 janv. 1935.

La ré-édition de ce tract a été réalisé par le groupe anarchiste Florès-Magon,
c/o librairie Publico, 145 rue Amélot, 75011 Paris.

Saïl Mohamed et les «Atrucho-Marxistes»



Un travailleur d'origine algérienne, de nationalité française, bien connu et apprécié de nos camarades banlieusards, le militant libertaire

Saïl Mohamed, est actuellement sous les verrous. Son crime ? S'être équipé, dans la mesure de ses moyens, en vue de répondre aux prochaines agressions du fascisme contre le mouvement ouvrier !

Au moment où les matraqueurs, décerveleurs et assassins réactionnaires stockent par milliers des armes et des munitions de guerre avec la complicité des pouvoirs publics, au moment où le pavé de Paris est encore taché du sang de nombreux prolétaires, au moment où les apprentis-dictateurs multiplient les appels au meurtre et ne cherchent même plus à cacher leurs intentions liberticides et leurs préparatifs sanguinaires, Saïl Mohamed a fait ce que tout citoyen conscient, tout prolétaire avisé, tout homme digne de ce nom est appelé à faire aujourd'hui : il a cherché les moyens de prévenir le viol fasciste de sa liberté et de sa sécurité individuelles les plus élémentaires, en s'armant pour sa propre défense et pour celle des masses laborieuses qu'on veut plier à de nouvelles déchéances. En faisant cela il n'a fait qu'user du droit «inaliénable et imprescriptible» reconnu à chaque citoyen depuis près d'un siècle et demi par la Constitution des États-Unis d'Amérique, la déclaration française des «Droits de l'Homme», et toutes les bases juridiques et morales du système républicain. Il n'a fait que se préparer à remplir le «devoir sacré» invoqué par la Première République :

- Article 27. — La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme et du citoyen.
- Article 28. — Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre du corps social, lorsque le corps social est opprimé.
- Article 29. — Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et par chaque portion du peuple, le plus sacré des devoirs et le plus indispensable des devoirs.
- Article 30. — Quand la garantie sociale manque à un citoyen, il rentre dans le droit naturel de défendre lui-même tous ses droits.
- Article 31. — Dans l'un et l'autre cas, assujettir à des formes légales la résistance à l'oppression, est le dernier raffinement de la tyrannie.

Saïl Mohamed avait reconnu que la défense et l'application des droits de l'homme n'a jamais été l'œuvre d'un gouvernement, même le mieux intentionné. Les libertés ne se reçoivent pas, elles se prennent. Et elles ne se gardent qu'autant qu'on a le courage de risquer sa vie pour les conserver. Il a obéi à un sentiment de dignité et de solidarité qui doit être partagé par tous les opprimés, par tous les exploités, par toutes les victimes présentes et futures de l'autorité et du privilège. Il a donné un exemple qui doit être suivi par tous ceux qui ne sont pas des aveugles ou des lâches. Et il doit être défendu par tous ceux-là, pour qui le nom d'homme et le mot de liberté signifie encore quelque chose.

Parmi ceux-ci, l'honneur des anarchistes est de former le premier rang.

* * *

Le gouvernement de la République, en emprisonnant Saïl Mohamed, a prouvé qu'il était l'ennemi naturel des «Droits de l'Homme» et le complice avéré des trublions de droite qui prétendent soumettre la France ouvrière à un régime de bagne et de caserne.

Les partis politiques d'opposition, en désavouant Saïl Mohamed, ont prouvé qu'ils sont les serviteurs d'une mauvaise cause, qui n'a rien de commun avec celle de la liberté, et qu'ils sont prêts à vendre au plus offrant la confiance aveugle que leur témoignent encore les masses.

Le parti Communiste — parti soi-disant révolutionnaire et prolétarien, et qui revendique, paraît-il *dans son programme électoral*, la formule démagogique de «l'armement du prolétariat» — a fait, une fois de plus, la preuve de son abominable duplicité en matière de lutte de classe. Il a traité Saïl Mohamed de provocateur, par l'intermédiaire de son organe *l'Humanité* (4 mars 1934). Voici la coupure dans toute sa froide ignominie :

«Et tout d'abord qu'est-ce que c'est que ce Saïl qui donne l'occasion de crier aux **armements communistes** ? Est-ce l'un des nôtres ?

Non : c'est un agent provocateur, bien connu déjà dans la banlieue est, et dénoncé comme tel.

A Vincennes, où il sévissait, il opérait sous une pancarte où on pouvait lire : *Ra-vachol partout !*

Il suffit d'une telle formule pour qu'on voit bien de qui il s'agit, et qu'il s'agit d'un individu qui ne peut avoir aucun lien avec des communistes.

C'est bien parce que ce provocateur était connu comme tel qu'il a été arrêté, car il ne pouvait plus servir en liberté, étant brûlé.

Il est à noter que, d'après les journaux, Saïl était **bien connu pour son activité débordante**, et malgré cela, et malgré notamment la sévérité de la police envers les Nord-Africains, il n'avait jamais été inquiété».

On devait s'y attendre. *L'Humanité*, depuis quelques mois, ne fait que pleurnicher sur tous les tons. Sur Doumer, sur Torgler, sur Dimitroff, sur Cachin. Mais elle n'a que haine et calomnie pour les lutteurs antifascistes. Du jour même où elle apprend l'existence d'un Van der Lubbe, d'un Lucetti, d'un Michel Schirru, elle s'empresse de salir la portée morale de leurs actes, en accolant à leur nom l'épithète infâme de mouchard. Sans aucune preuve, sans aucune présomption, parce que Saïl Mohamed est arrêté et que deux revolvers et un fusil ont été trouvés en sa possession, le Parti Communiste, que nul ne mettait en cause, s'efforce de déshonorer un militant emprisonné. Il tremble qu'on puisse accuser le 120 de la rue Lafayette de favoriser l'armement des antifascistes, au moment même où Vaillant-Couturier dénonce les livraisons de pistolets Mauser à des organisations de droite.

Et pourtant, si l'on apprendrait un beau jour que les «extrémistes de gauche» ont pris livraison de quelques milliers de Mitraillettes et autres Parabellum, avec des munitions à pleines caisses, cela ne ferait-il pas l'effet d'une douche froide sur l'enthousiasme de ces mêmes trublions fascistes qui, aujourd'hui, se gaussent des révélations et des jérémiades de *l'Huma* ?

Supposition évidemment gratuite ! Le parti communiste, pur de toute intention insurrectionnelle, innocent de toute entorse à la légalité, se pose chaque jour en tendre victime promise au couteau de la terreur fasciste, et n'attend d'autre secours et d'autre

défense que celle que le Parlement et ses gardes mobiles voudront bien (?) lui accorder. Le Parti Communiste, chaque jour plus humblement, adjure le gouvernement d'emprisonner Chiappe, d'expulser les « Russes-blancs », de dissoudre les bandes armées de la réaction et d'interdire les trafics d'armement qui leur permettent de se mettre sur le pied de guerre. *Comme en Allemagne*, il propage le désarmement du prolétariat et réserve l'épithète infâme de mouchard et de policier à ceux qui transgresseraient ce mot d'ordre. Avec une pleutrerie qui n'a d'égale que leur stupidité, les dirigeants moscouitaires pensent ainsi se mettre à l'abri des coups de main fascistes, des poursuites judiciaires, des interdictions légales et des dissolutions par la force armée.

Ils ne voient pas que le fascisme est lâche et ne se montre agressif qu'en face d'un ennemi désarmé ou démoralisé. Actuellement encore, la conduite virile et offensive d'une minorité agissante suffirait actuellement à le mettre en déroute.

Cette minorité agissante, le Parti Communiste pourrait la trouver parmi ses propres partisans, qui ont fait preuve, lors des troubles récents, d'un courage évident, poings nus face aux fusils et aux brownings de la police.

Il ne l'a pas voulu.

Si la Russie était ce qu'elle prétend être, la Patrie du Prolétariat, elle aurait pu armer la « banlieue rouge ». Mais les usines d'armements russes ont toujours travaillé pour la Reichswehr allemande, pour les bandes esclavagistes de Chang Kai Tcheck, pour les fascistes du Kuomintang. Jamais pour le prolétariat international !

Désarmés, les ouvriers français antifascistes sont voués au sacrifice.

Les Communistes bêlants, les révolutionnaires en peau de lapin de *L'Humanité* et du 120 de la rue Lafayette se cachent derrière les épaules de la Sûreté Générale ; ils invoquent le témoignage des flics et le secours des gardes mobiles « léninistes ». Parmi les témoins à décharge qu'invoque *L'Humanité* du 4 mars figure en première ligne, le commissaire Oudard, celui-là même qu'elle accuse, quelques lignes plus haut d'avoir utilisé Mohamed Saïl comme provocateur (!) pour impliquer le Parti Communiste (!) dans la saisie des deux revolvers découverts à Aulnay-sous-Bois, au domicile de notre camarade :

« La Sûreté, avec le commissaire Oudard, le brigadier-chef Gallet, l'inspecteur Vigné se étaient transportés à Saint-Ouen et là ils avaient arrêté Saïl Mohamed, un Algérien armé de deux pistolets. Au domicile de celui-ci, à Aulnay-sous-Bois ils avaient trouvé des pistolets, **une** grenade et d'un modèle très récent ! et des cartouches.

C'était toujours un acompte sur les 14.000 fusils.

Surtout qu'à ce qui paraît il y avait cher le nommé Saïl des documents soigneusement cachés d'une importance capitale ! »

Or, voici ce que cette même Sûreté, d'après *L'Humanité* déclare au sujet des armements communistes :

« Oudard oppose un formel démenti à l'information concernant les 14.000 fusils russes. Ni russes, ni fusils. Et pas 14.000 et pas même un seul.

Tout ce qu'on a trouvé, avoue l'Intransigeant, ce n'est qu'un **faible butin**, chez le nommé Saïl. Oudard déclare même qu'il **n'y pas d'armes chez les militants communistes**.

Reste l'affaire Saïl. Et, là-dessus la police s'explique d'une façon embarrassée.

En somme, on le voit clairement, la police n'a même pas essayé d'impliquer les communistes dans l'affaire Saïl ; cela n'empêche pas *L'Humanité* de crier au provocateur. Calomnier, abattre, livrer à l'ennemi tout ce qu'il y a de noble, de vaillant et de sain dans la classe

ouvrière, telle est la politique des fameux bolchevistes français.

Cette politique de l'autruche, cette politique « autrucho-marxiste » pourrait paraître logique entre les mains de social-démocrates roses-pâles à la Braun, à la Leipart ou à la Wells, tant que ces bonzes social-démocrates gardaient l'espoir de se voir reconnaître par le fascisme et conservés par lui dans leurs grade et fonction, comme ce fut le cas pour le fameux leader de la C. G. T. italienne, d'Arragona. Mais Hitler a dissipé cet illusionnisme grotesque. Les imbéciles qui se prétendaient irremplaçables, les chefs social-démocrates de Vienne, après des années d'absurde temporisation, et après avoir soustrait au prolétariat le meilleur de ses forces vives, ont tout de même été obligés de recourir à l'auto-défense armée et ils l'ont fait avec des moyens techniques qui eussent pu, quelques années auparavant, assurer la victoire du prolétariat. en Autriche !

Quelle est donc, quelle peut bien être la pensée des fromagistes roublards et moscou-taires, lorsqu'ils organisent sciemment crapuleusement, *le désarmement du prolétariat* ? Une seule explication psychologique est possible, le renoncement béat de jouisseurs et de fainéants qui n'ont même pas le courage d'envisager les nécessités de la lutte à mort imposée par les circonstances. Cette psychologie est celle de Louis XV vieillissant, vautré sur les appâts faisandés de la Pompadour et bégayant cette abdication historique :

« Après nous le déluge ! »

Mais vous, ouvriers, militants du rang, que guettent le revolver et la matraque, et auxquels les dictateurs de l'avenir réservent le bagne ou l'échafaud ? Vous qui n'aurez pas, comme Dimitroff, la sûre retraite d'une sinécure à l'Université de Droit de Moscou, après la parade démagogique où l'on sacrifie les humbles et les sincères combattants de la cause révolutionnaire ? Vous que le déluge menace sans espoir d'évasion ni de grâce ? Qu'en pensez-vous ? Militants du Parti Communiste ! Avez-vous oublié Clerc et Bernardon, ces francs-tireurs de l'antifascisme, dont l'audace fit reculer les Daudet et les Georges Valois, et sema dans les rangs des J. P. une panique dont Taittinger ne s'est pas encore tout à fait relevé ? Ne seraient-ils pas, aujourd'hui, des provocateurs aux yeux de vos lâches dirigeants ? Et trouveraient-ils encore une opinion antifasciste pour les défendre devant la justice bourgeoise ? Voilà l'œuvre de la bolchévisation !

Militants du Parti Socialiste ! Vous acclamez les héros de la « Commune de Vienne » et vous affirmez qu'ils ont eu raison de s'armer contre le « chrétien-social » Dollfuss qui ouvrait la voie au fascisme. Chez nous, Dollfuss s'appelle Doumergue, comme il s'appelait en Allemagne Hindenburg, Noske, Schleichert ou Brüning. Qu'attendez-vous pour imiter Saïl Mohamed, pour le défendre, et pour renvoyer vos chefs impuissants à leurs puérides occupations parlementaires ?

Travailleurs antifascistes ! Qu'espérez-vous de bon des Comités fantômes d'Amsterdam et de Pleyel, qui n'ont rien fait, pas plus que la soi-disant Ligue des Droits de l'Homme, pas plus que la Franc-Maçonnerie judéo-bourgeoise, en face de l'offensive fasciste du mois dernier. Attendez-vous d'être dans les camps de punition ou les lieux de déportation du « Troisième Empire » français pour réagir par l'action directe, par la lutte armée organisée dans des formations *autonomes et indépendantes des partis* ?

Le moment est venu de se préparer à la résistance et à la contre-attaque révolutionnaire. Saïl Mohamed y avait songé. Faisons comme lui ! Et... cachons-nous mieux que lui !

A. P. [André Prudhommeaux]

Dans *La voix libertaire*, n°264, 21 Avril 1934.

ANNEXE IV:

Étranges étrangers

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel
Hommes de pays loïn
Cobayes des colonies
Doux petits musiciens

Soleils adolescents de la porte d'Italie
Boumians de la porte de Saint-Ouen
Apatrides d'Aubervilliers
Brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris
Ébouillanteurs des bêtes trouvées mortes sur pied
Au beau milieu des rues
Tunisiens de Grenelle
Embauchés débauchés
Manœuvres désœuvrés
Polacks du Marais du Temple des Rosiers
Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone
Pêcheurs des Baléares ou du cap Finistère
Rescapés de Franco
Et déportés de France et de Navarre
Pour avoir défendu en souvenir de la vôtre
La liberté des autres.

Esclaves noirs de Fréjus
Tirillés et parqués
Au bord d'une petite mer
Où peu vous vous baignez
Esclaves noirs de Fréjus
Qui évoquez chaque soir
Dans les locaux disciplinaires
Avec une vieille boîte à cigares
Et quelques bouts de fil de fer

Tous les échos de vos villages
Tous les oiseaux de vos forêts
Et ne venez dans la capitale
Que pour fêter au pas cadencé
La prise de la Bastille le quatorze juillet.



Enfants du Sénégal
Départriés expatriés et naturalisés.
Enfants indochinois
Jongleurs aux innocents couteaux
Qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés
De jolis dragons d'or faits de papier plié
Enfants trop tôt grandis et si vite en allés
Qui dormez aujourd'hui de retour au pays
Le visage dans la terre
Et des hommes incendiaires labourant vos rizières.
On vous a renvoyé
La monnaie de vos papiers dorés
On vous a retourné
Vos petits couteaux dans le dos.

Étranges étrangers

Vous êtes de la ville
Vous êtes de sa vie
Même si mal en vivez
Même si vous en mourez.

Jacques Prévert.

Ce poème publié en 1951, est dédié à Mohamed Saïl.



Au premier rang, Saïl au centre, avec des compagnons du Groupe international de la colonne Durruti, en 1936.

Déjà Paru :

- Contre l'anarcho-libéralisme et la malédiction des Identity politics
- Les Mujeres Libres et la question de la « non-mixité »
- Modeste proposition – Jonathan Swift
- L'Amérique hospitalière vue de derrière – Zo d'Axa & Georges Perec
- Le faux principe de notre éducation – Max Stirner
- Anthologie de textes courts – Fredy Perlman
- Contre le travail et ses apôtres
- Nos «révolutionnaires» sont des gens pieux – Cassandre
- Sur les contradictions du marxisme (recueil) – Simone Weil
- Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire ?
- No-Tav : Défendre un territoire ou détruire le vieux monde ?
- Interview de l'anarchiste Nikos Romanos
- Petite histoire de la George Jackson Brigade – Aviv Etrebilal
- De la banalisation des thèses ethno-différencialistes et communautaristes...
- Saint Che – Larry Gambone
- Des Cinq de Haymarket à Sacco et Vanzetti : Tous innocents, tous martyrs ?
- Recueil sur la lutte contre les prisons de haute sécurité en Grèce
- Quelques notes autour de la mort de Clément Méric – Aviv Etrebilal
- Contre la logique de soumission – Wolfi Landstreicher
- Annexe à un débat avorté sur l'anonymat et l'attaque
- Trouve toi un revolver ! – Efraín Plaza Olmedo
- L'essentialisme et le problème des politiques d'identité – Lawrence Jarach
- Papillons, amour libre et idéologie - lettre sur l'inconséquence – Aviv Etrebilal
- Quelle devrait être l'attitude des anar-

chistes envers la machine ? – Marcus Graham

- Aux vagabonds... – Lucy Parsons
- Au centre du volcan (rééd) - Dominique Misein
- Aux origines du pouvoir – Aviv Etrebilal
- Pour en finir avec la Fédération Anarchiste – Une nécrologie
- Dans la mêlée – Guerre au Paradis
- Considérations sur les assemblées
- Angry Brigade – Elements de la critique anarchiste armée en Angleterre
- Terreur et union nationale – Considérations sur «l'affaire Mohamed Merah»
- Now war is declared – Journal à numéro unique sur les émeutes anglaises d'août 2011
- La reproduction de la vie quotidienne – Fredy Perlman
- Notre Individualisme et autres textes... - Aviv Etrebilal
- Noam Chomsky et ses amis... Une imposture au sein de l'anarchisme
- Fra Contadini – Errico Malatesta
- Réflexions sur l'individualisme – Manuel Devaldès
- Au centre du volcan - Dominique Misein
- Contre l'Unité – Recueil de textes contre la mythologie unitaire
- Dissonances – Alfredo M. Bonanno
- Apologie de l'anarchiste Nikos Maziotis
- Et Notre Haine Rit... – Renzo Novatore
- Aux Errants
- Je suis l'ennemi de la propriété individuelle – Clément Duval
- De la Politique à la Vie – Wolfi Landstreicher

Pour toute information, commande, proposition de présentation ou de distribution des livres et brochures de cette liste :

ravage-editions@riseup.net

Pour télécharger, imprimer
ou lire les brochures :

ravageeditions.noblogs.org

ravageeditions.noblogs.org
ravage-editions@riseup.net



Né en Kabylie en 1894 et mort à Bobigny en 1953, Mohamed Saïl fut un militant anarchiste et internationaliste singulier généralement décrit comme courageux et cru par ses compagnons. Nous connaissons de lui son engagement sur le front antifasciste espagnol au sein de la colonne Durutti, où il nous fit part de sa contribution aux débats sur la militarisation des milices et dont il revint lourdement blessé, ou encore pour sa défense de Marguerite Aspès, cette militante anarcho-sindicaliste qui tira sur un flic (sans succès) le 18 décembre 1931, alors qu'il s'introduisait sans mandat à l'intérieur d'un bureau de la Bourse du travail. Alors que le secrétaire du Parti communiste d'Alger émit le communiqué suivant : « Notre parti et aucun de ses militants n'ont rien à voir avec de pareilles gens contre lesquels nous luttons au même titre que contre les ennemis de la classe ouvrière. Nous désapprouvons complètement le geste de cette femme, geste qui ne peut être que celui d'une malade », Saïl et d'autres organisèrent la défense de leur compagne. Mais nous connaissons surtout de lui son parcours ainsi que ses écrits en rapport avec le colonialisme français en Algérie, dont il fut un féroce opposant et critique. Cette brochure entend restituer quelques-uns des textes de ce militant anarchiste méconnu et sans concession sur ces quelques sujets toujours d'intérêts.

AVRIL 2019